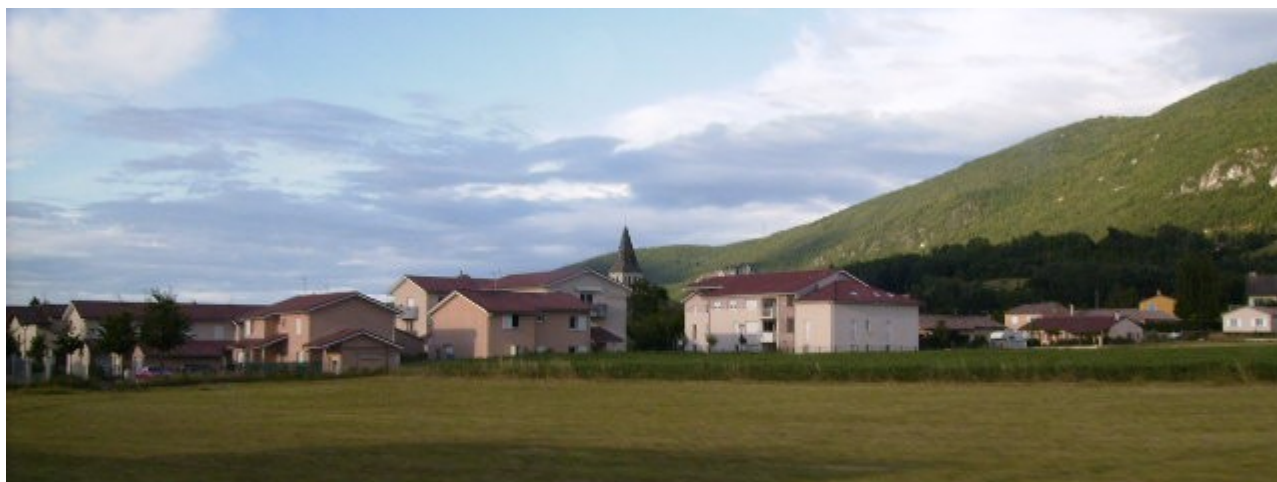



Commune d'HOSTUN



ZONAGE ASSAINISSEMENT :

MEMOIRE EXPLICATIF ET JUSTIFICATIF



	Etabli par :	Date	Version
	Ph Chaléon	28/06/2011	A
	Ph Chaléon	10/02/2012	B

Le présent mémoire a pour but de présenter et de justifier le projet de schéma général d'assainissement de la commune d'Hostun.

1. Cadre juridique du zonage

Le zonage d'assainissement répond à la réglementation instaurée par la Loi sur l'Eau du 03 janvier 1992 (article 35 transcrit dans le code général des collectivités territoriales par l'article L 2224-10, modifié par la loi 2010-788 du 12 juillet 2010 – article 240) :

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

1.1. **Zonage en assainissement collectif**

Extraits de la circulaire N° 97-49 du 22 mai 1997 :

« Il convient d'appeler systématiquement l'attention des communes, disposant ou non d'un document d'urbanisme, sur la nécessité d'une cohérence entre les zones d'assainissement collectif et non collectif et les dispositions d'urbanisme applicables sur le territoire de la commune.

La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, par exemple dans les communes non dotées d'un plan d'occupation des sols opposable, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles. Ainsi, le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :

- ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement ;
- ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;
- ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L. 332-6-1 du code de l'urbanisme. »

Article L2224-8 du code général des collectivités territoriales :

« Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées. Dans ce cadre, elles établissent un schéma d'assainissement collectif comprenant, avant la fin de l'année 2013, un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées. Ce descriptif est mis à jour selon une périodicité fixée par décret afin de prendre en compte les travaux réalisés sur ces ouvrages. »

Conditions de raccordement au réseau collectif :

Article L 1331-1 du code de la santé publique :

« Le raccordement des immeubles aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service de l'égout. »

Article L 1331-2 du code de la santé publique :

« Lors de la construction d'un nouvel égout ou de l'incorporation d'un égout pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique, la commune peut exécuter d'office les parties des branchements situées sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service de l'égout, la commune peut se charger, à la demande des propriétaires, de l'exécution de la partie des branchements mentionnés à l'alinéa précédent.

Ces parties de branchements sont incorporées au réseau public, propriété de la commune qui en assure désormais l'entretien et en contrôle la conformité.

La commune est autorisée à se faire rembourser par les propriétaires intéressés tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux, diminuées des subventions éventuellement obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux, suivant des modalités à fixer par délibération du conseil municipal. »

Article L 1331-4 du code de la santé publique :

« Les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L. 1331-1. La commune contrôle la conformité des installations correspondantes.

1.2. Zonage en assainissement non collectif

La loi sur l'eau du 03 janvier 1992, donne des compétences et des obligations aux communes dans le domaine de l'assainissement non collectif.

Article L 1331-1 du code de la santé publique :

« Les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement. Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés.

Article L2224-8 du code général des collectivités territoriales :

« Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Cette mission consiste :

1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;

2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif. »

2. Contexte général de la Commune

2.1. Contexte géographique

La commune d'Hostun dépend administrativement de l'arrondissement de Valence et du canton de Bourg-de-Péage. Située à 10 kilomètres à l'Est de Bourg-de-Péage, 2 km au Sud de la RD 532, elle est desservie par la RD 125. La commune d'Hostun est membre de la Communauté de Communes du Canton de Bourg-de-Péage.

2.1.1. Occupation des sols

La partie de la commune située dans la plaine est essentiellement dotée d'une agriculture céréalière et de plantations de noyers (AOC Noix de Grenoble).

Au niveau industriel, plusieurs sites d'extraction de Kaolin sont implantés sur les contreforts du massif du Vercors.

2.1.2. Etat des cours d'eau

La commune d'Hostun est traversée par le ruisseau le Besset, affluent de l'Isère.

Ce ruisseau, qui prend sa source sur la commune de Beauregard Barret, est intermittent sur son parcours amont, et peut être, en cas d'orage, chargé de matières en suspension minérales argileuses (kaoliniques).

Il n'a pas de vocation piscicole.

2.1.3. Pluviométrie

La région reçoit en moyenne 1000 mm d'eau répartis sur 135 jours par an (pluie ou neige).

La région peut subir des orages, plus fréquents en juillet et août, qui peuvent générer d'importantes chutes de grêle.

2.1.4. Localisation des captages publics d'eau potable

La commune d'Hostun est alimentée en eau potable par le Syndicat des Eaux de Rochefort-Samson (SIERS). Il n'y a pas d'installation publique de prélèvement d'eau sur la commune.

2.1.5. Contraintes naturelles

Il n'y a pas de glissement de terrain recensé sur la commune.

La commune ne possède pas de Plan de Prévention des Risques (PPR).

Le document synthétique des risques majeurs dressé par la Préfecture en décembre 1999 indique que le risque inondation sur la commune concerne les débordements du ruisseau le Besset. L'analyse de la cartographie de ce risque montre qu'il touche une toute petite frange de la zone urbanisée, et quatre ou cinq habitations éparses.

2.2. Contexte humain

2.2.1. Population

Année	1975	1982	1990	1999	2011
Population	667	664	653	758	965

2.2.2. Population desservie par le réseau d'assainissement

Le SIERS recense à ce jour 427 logements raccordés au réseau d'adduction d'eau potable.

A terme, la population raccordée au réseau public d'assainissement peut être évaluée comme suit :

Réseau du Village / Saint Martin :

- population sédentaire actuellement raccordée : 540 habitants (240 abonnés)
- résidences secondaires : négligeable
- population future supplémentaire (zone Sud) : 144 habitants (64 logements)
- Total à terme : 684 habitants.

Secteur des Guerbys :

- population sédentaire actuellement raccordée : 35 habitants (15 abonnés)
- centre de loisirs des Lutins : 30 équivalents-habitants
- résidences secondaires : négligeable
- Total à terme : 65 équivalents-habitants.

2.3. Contexte réglementaire

2.3.1. Objectifs de qualité des cours d'eau

Le Besset est classé en objectif de qualité 2 (qualité moyenne) dans la carte des objectifs de qualité des cours d'eau du Département.

2.3.2. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Le SDAGE fixe, sur 15 années, les orientations fondamentales de gestion, les objectifs de qualité et de quantité et les priorités d'action à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée-Corse.

Il s'agit entre autres, de poursuivre la lutte contre la pollution, et de garantir une qualité de l'eau à la hauteur des exigences des usagers.

2.3.3. Contrat de rivière ou milieu

La commune n'est intégrée dans aucun contrat de ce type.

2.3.4. Zones sensibles à l'eutrophisation

Aucune zone sensible à l'eutrophisation n'a été classée par arrêté ministériel sur le Département de la Drôme.

2.3.5. PPR

La commune ne possède pas de Plan de Prévention des Risques (PPR).

Le document synthétique des risques majeurs dressé par la Préfecture en décembre 1999 répertorie le risque inondation, et le risque transport de matières dangereuses.

2.3.6. Périmètre de protection des captages

La commune d'Hostun est alimentée en eau potable par le Syndicat des Eaux de Rochefort-Samson (SIERS). Il n'y a pas d'installation publique de captage d'eau potable sur la commune.

2.3.7. Plan Local d'Urbanisme

La commune d'Hostun est dotée d'un PLU approuvé le 23 juillet 2003. Ce document est en cours de révision, démarche menée en parallèle à l'établissement du présent document de zonage assainissement.

3. Etat de l'assainissement existant

3.1. Assainissement collectif

Le centre-bourg de St Maurice et le village de St Martin sont desservis par un réseau de collecte des eaux usées de type séparatif, aboutissant à la station d'épuration de type décanteur-digesteur, située au Nord-Ouest du Village, dont les effluents se déversent dans le Besset.

Cette station obsolète ne fonctionne plus correctement depuis plusieurs années, c'est pourquoi les travaux de raccordement du réseau actuel à la station d'épuration du SMABLA à St Nazaire-en-Royans, ont été réalisés en 2009-2010. Ces travaux ont également fait l'objet de la desserte du quartier Les Guerbys au réseau.

Dès que la station du SMABLA sera mise en service, l'intégralité des effluents collectés seront dirigés vers celle-ci. (date prévue octobre 2011)

Il existe des branchements non-conformes sur le réseau d'eaux usées, notamment le raccordement d'eaux pluviales. Un diagnostic du réseau a été réalisé en 2003 ; des travaux de mise en conformité sont programmés.

Les fontaines des villages ne sont pas raccordées sur le réseau d'eaux usées.

3.2. Assainissement non collectif

La compétence de l'Assainissement Non Collectif (ANC) est désormais transférée à la Communauté de Communes du Canton de Bourg-de-Péage, qui possède un SPANC.

L'inspection détaillée des installations est en cours.

Il existe sur la commune 187 habitations desservies par le réseau d'adduction d'eau potable du SIERS, en non raccordées au réseau d'eaux usées.

Parmi celles-ci, l'ancienneté moyenne semble se situer entre 25 et 30 ans (enquête 2002).

La quasi-totalité possède un prétraitement (fosse septique, parfois adjointe d'un bac à graisses, voire d'un préfiltre).

Moins de la moitié des installations comportent un traitement (tranchées d'infiltration).

Les résultats des inspections du SPANC permettront, dans un avenir proche, d'établir des statistiques beaucoup plus précises que les données actuelles.

3.3. Ruissellement et imperméabilisation

Le centre-bourg de St Maurice est traversé par une canalisation dite d'évacuation des eaux kaoliniques qui se déverse dans le Besset en aval de l'agglomération après avoir récolté au passage quelques eaux pluviales de la zone agglomérée.

Il n'y a pas, à ce jour, sur la commune de problème récurrent lié au ruissellement des eaux pluviales.

4. Zonage

Le zonage assainissement est prescrit par l'article 35 de la Loi sur l'Eau du 03 janvier 1992.

4.1. Assainissement collectif

Sont traités en assainissement collectif tous les secteurs déjà desservis, ainsi que les secteurs urbanisés ou urbanisables dans lesquels le sol a été reconnu inapte à l'assainissement non collectif.

Le choix de la commune du raccordement à la station d'épuration intercommunale a été dicté par une logique économique, qui possède en outre les avantages suivants :

- solution plus avantageuse tant en investissement qu'en fonctionnement
- possibilité d'une meilleure desserte de la commune
- meilleure sécurité de l'épuration
- évolution possible du nombre d'équivalents-habitants

4.2. Assainissement non collectif

4.2.1. Etude d'aptitude des sols

Une étude d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif a été conduite par le cabinet GEO+ en avril 2002, complétant celle d'HYDROC de 1994.

Ces études concernent les zones actuellement non desservies par l'assainissement collectif et dans lesquelles la commune envisage de développer la construction, ainsi que les secteurs des zones naturelles dans lesquels une réhabilitation des bâtiments existants est potentiellement envisageable.

Ces études montrent que les terrains sont généralement limoneux, voire argileux, peu perméables. Cet horizon superficiel recouvre notamment dans la plaine des graves sableuses perméables à des profondeurs variables, autorisant la mise en place de systèmes d'assainissement non collectif avec des contraintes particulières (filtre à sable non drainé ancré dans le massif perméable sous-jacent par exemple).

4.2.2. Zonage

Dans les zones naturelles du PLU, la commune a décidé de ne pas définir de secteurs spécifiques acceptant de nouvelles habitations.

Dans toutes les zones agricoles (A) et dans toutes les zones naturelles (N) du PLU, les habitations existantes continueront d'être assainies individuellement, de même que pour les constructions éparses qui pourraient y être autorisées ultérieurement. Dans ce cas, l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif et la définition de la filière à mettre en place devront être étudiées au cas par cas par le pétitionnaire lors du dépôt de la demande de permis de construire.

Toutefois, dans ces zones, lorsque les voies publiques auxquelles les immeubles existants ou projetés ont accès sont équipées d'un réseau d'assainissement destiné à recevoir les eaux usées domestiques, le raccordement au réseau public des immeubles concernés est obligatoire, en application de l'article L 1331-1 du Code de la Santé Publique.

La zone UI créée quartier Les Fauries ne comporte qu'une seule activité industrielle (contrôle technique réglementaire de poids-lourds). Cette activité ne génère pas de rejets de type industriel, mais uniquement des rejets de type domestique (toilettes du personnel). Le développement de cette zone n'est pas prévu.

L'étude d'aptitude des sols mentionnée plus haut révèle pour cette localisation, une aptitude « apte avec contraintes ».

Il est par conséquent décidé que ce secteur reste en zone Assainissement Non Collectif.

4.3. **Ruissellement et imperméabilisation**

Du fait d'une surface faible et d'une topographie favorable aux écoulements, les eaux pluviales sont, soit infiltrées dans les terrains de chaque propriété, soit collectés dans le réseau pluvial actuel, soit transitent par les fossés existants. Dans tous les cas, quel que soit le secteur considéré, aucune modification n'est apportée à la collecte et à l'évacuation des eaux pluviales, qui fonctionne correctement.

4.4. **Carte de zonage assainissement**

Au vu des études ci-dessus, a été établie la carte de zonage annexée au présent mémoire, qui représente :

- les zones d'assainissement non collectif
- les zones d'assainissement collectif
- les zones d'assainissement collectif différé, dans lesquelles la commune ne prévoit pas d'urbanisation à court terme, et n'envisage de réaliser l'assainissement collectif qu'à moyen / long terme.

5. Planning de réalisation des opérations

Les travaux de la canalisation de transport des effluents vers la station d'épuration intercommunale ayant été réalisés, ainsi que l'assainissement du quartier des Guerbys, il n'y a, sur l'ensemble de la commune, pas de nouveaux travaux prévus, à l'exception de :

- la zone Sud, urbanisable à court terme, et dont les antennes de réseaux sont en attente d'extensions,
- l'urbanisation, à moyen terme, de la zone Nord, située en assainissement collectif différé.

6. Procédures administratives à mettre en oeuvre

Le zonage d'assainissement sera soumis à enquête publique, après avis de la MISE, dans le cadre de l'enquête de révision du PLU prévue cette année (enquête publique conjointe).